

24 juin 2008

Question orale sans débat

Objet : restructuration du secteur hospitalier dans le Finistère.

M. Jean-Jacques Urvoas attire l'attention de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse et des sports sur la restructuration du secteur hospitalier dans le Finistère qui, mise en œuvre de manière brutale et sans aucune concertation avec les personnels des établissements concernés et les collectivités territoriales, suscite un mouvement de colère d'une ampleur considérable. De fait, pas un jour ne s'écoule sans que les principales artères routières du département ne soient bloquées, sans que les centres villes, à Quimper et Châteaulin notamment, ne soient investis par une foule de manifestants particulièrement irrités. Ce mouvement d'exaspération, soutenu par les Bretons dans leur ensemble, ne se comprend que trop bien. Transfert des allogreffes et de la neurochirurgie pédiatriques de Brest vers Rennes, fermeture envisagée de la maternité et du service chirurgie de l'hôpital de Carhaix au mois de septembre, fermeture des urgences de nuit à Concarneau, sans compter les menaces pesant sur celles de Pont-l'Abbé, inquiétudes aussi quant à l'avenir des hôpitaux de Landerneau, de Quimperlé et de Douarnenez, – les Finistériens, et notamment les Cornouaillais, peuvent légitimement nourrir de sérieux doutes quant à la volonté de l'Etat de maintenir dans le département un service public de santé performant. Nous sommes confrontés là à ce qui ressemble fort à une entreprise de déménagement du territoire, d'autant plus mal perçue que les décisions qui l'accompagnent vont souvent à l'encontre des engagements pris antérieurement par les pouvoirs publics. C'est ainsi, par exemple, que le dernier schéma régional d'organisation sanitaire, établi en 2006, garantissait jusqu'en 2010 le maintien des services actifs de l'hôpital de Carhaix, « *en raison de l'éloignement de plus de 45 minutes du plateau technique le plus proche* ». Le manquement à la parole donnée explique assurément pour une large part l'actuel ressentiment exprimé par les habitants du Centre Bretagne. De fait, le climat de confiance qui devrait théoriquement régir les rapports entre l'Etat et les territoires est aujourd'hui bien altéré, et des voix, de plus en plus fortes et nombreuses, dénoncent la mise en œuvre dans le Finistère d'un système hospitalier où deux ou trois établissements deviendraient des structures pivots concentrant notamment les urgences, le reste du département étant peu ou prou transformé en désert médical. C'est dire s'il importe à présent de rétablir le fil d'un dialogue interrompu. Dans cette perspective, M. Bernard Poignant, maire de Quimper, a tenu à lui faire savoir, par courrier en date du 28 mai dernier, qu'il conditionnerait le dépôt de sa candidature à la présidence du Centre Hospitalier Intercommunal à l'obtention d'éclaircissements sur ses intentions en matière d'offre de soins en Cornouaille dans les années futures. M. Jean-Jacques Urvoas lui demande à son tour de bien vouloir préciser ses projets dans ce domaine.